



POLITIQUES MONÉTAIRES & BANQUES CENTRALES

Stéphane FOUCAULT,
Directeur de l'IEOM

10 décembre 2025

Sommaire

- DÉFINITION ET RÔLE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE
- DIFFÉRENCES DE PRATIQUES : BCE, FED, RBA, IEOM...
- LA POLITIQUE MONÉTAIRE FACE AUX CRISES
- SYNTHÈSE SÉLECTIVE DES OBJECTIFS ET PRATIQUES DE POLITIQUES MONÉTAIRES

PARTIE 1

DÉFINITION ET UTILITÉ DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

« Il faut faire suer les écus » (Louis XI)

La monnaie – 1/4

■ Qu'est ce que la monnaie ?

Unité de compte



Moyen de règlement



Réserve de valeur



Monnaie-
marchandise

Monnaie
métallique

Monnaie
fiduciaire

Monnaie
scripturale

Couteuse à produire et
périssable

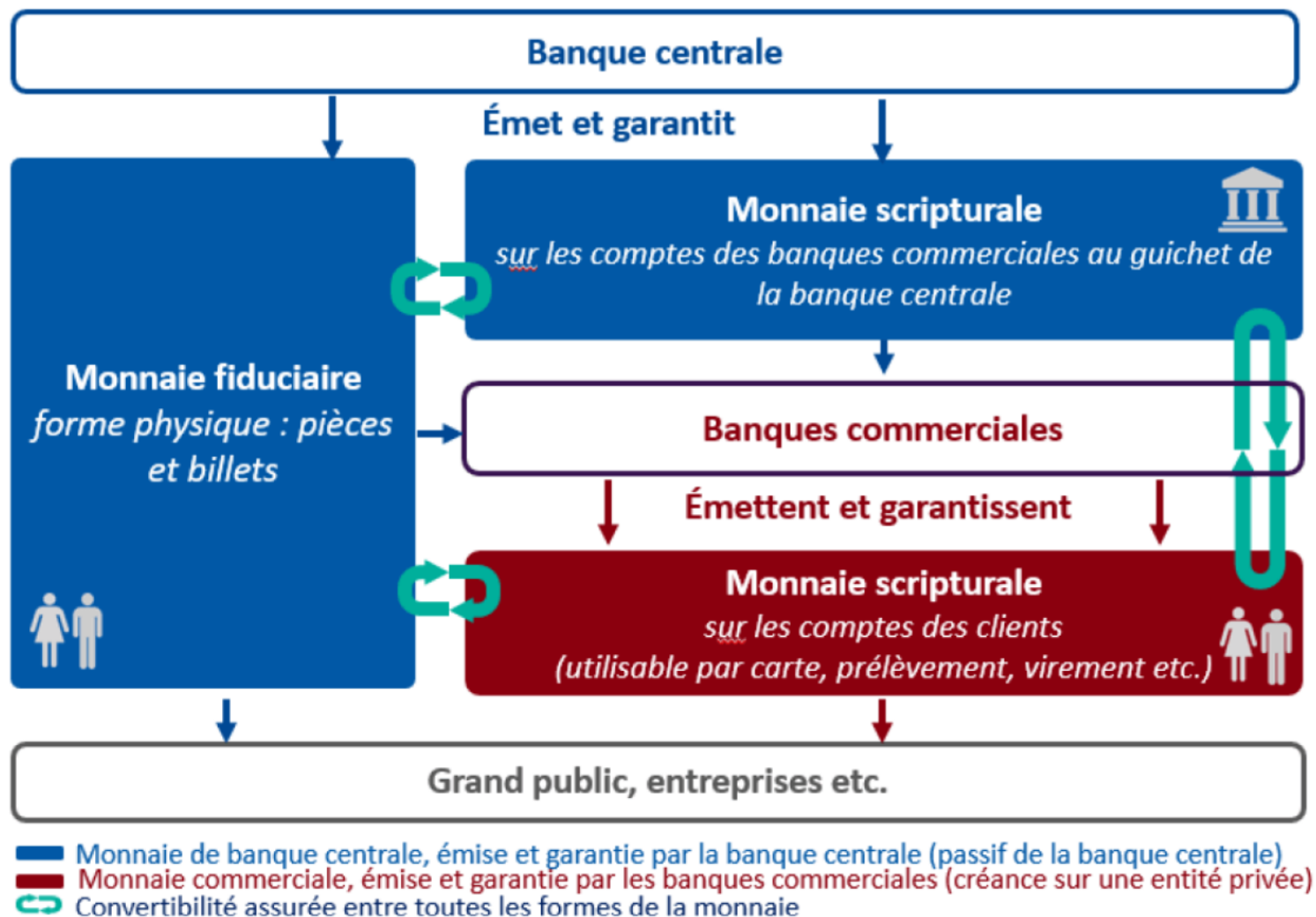
Valeur intrinsèque (or,
argent...) = valeur faciale

Fides = confiance (pièces,
billets)

Compte en banque

La monnaie – 2/4

■ La monnaie aujourd'hui Monnaie banque centrale et monnaie scripturale



La monnaie – 3/4

■ Pourquoi en parle-t-on ?

Valeur nominale (100.000XPF = 100.000XPF)

- Sécurité des moyens de paiement (lutte contre la fraude)
- Cours légal
- Convertibilité à taux fixe
- Garantie des dépôts
- Accessibilité (distributeurs de billets, continuité du service 24/7/365)

Valeur réelle (100.000XPF = budget pour N jours)

- Inflation faible et égale à la hausse des revenus

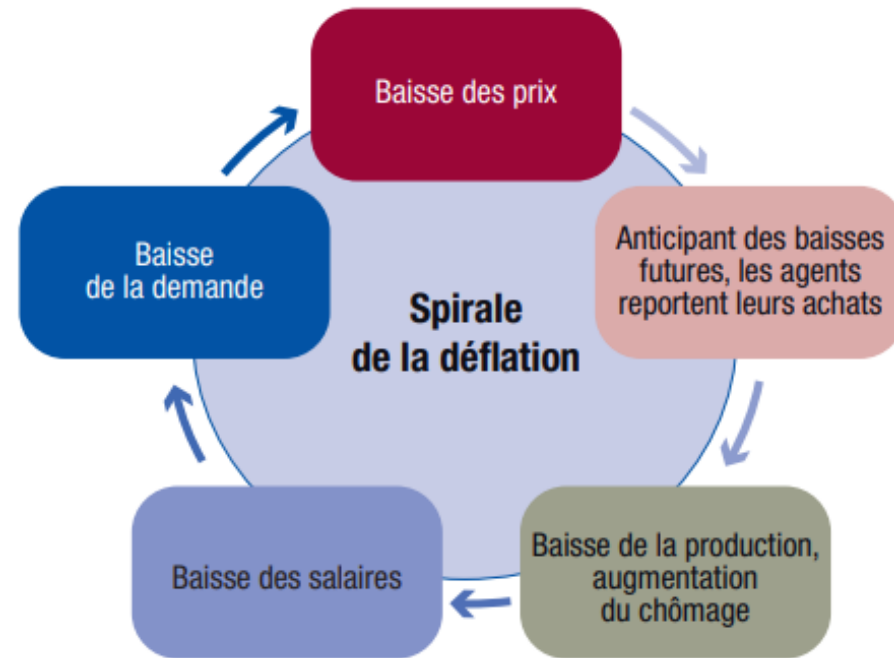


La monnaie – 4/4

■ L'inflation/la déflation



Exemple : l'hyperinflation de la république de Weimar de l'après guerre.



Exemple : spirale déflationniste japonaise suite à l'éclatement de la bulle d'actifs (1986).

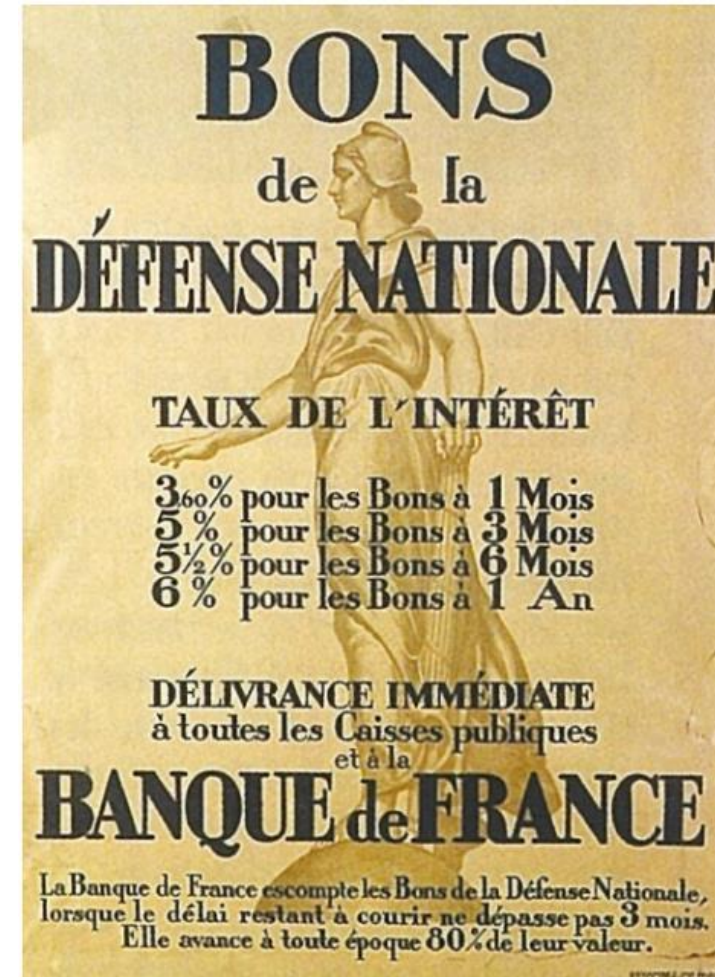
Qu'est-ce qu'une banque centrale ? – 1/2

■ Apparition des banques centrales :

Banque d'Amsterdam : 1^{ère} BC créée en 1609.
Elle a pour rôle de faciliter le grand commerce international en émettant une monnaie stable et en luttant contre la dépréciation des pièces.

■ Au XIXe siècle les banques centrales s'affirment et leurs fonctions se précisent :

- Monopole d'émission
- Rôle de prêteur en dernier ressort
- Financement de l'État



Qu'est-ce qu'une banque centrale ? – 2/2

■ L'évolution du rôle des banques centrales :

Aujourd'hui, la banque centrale (ou « banque des banques »), en tant qu'institution financière le plus souvent publique, garantit la confiance en sa monnaie par différents moyens : **l'émission monétaire, la conduite de la politique monétaire et la surveillance des moyens de paiement.**

■ Bilan d'une banque centrale:

Avoirs

- Réserves en or
- Réserves en devise
- Crédits à l'économie
- Titres financiers



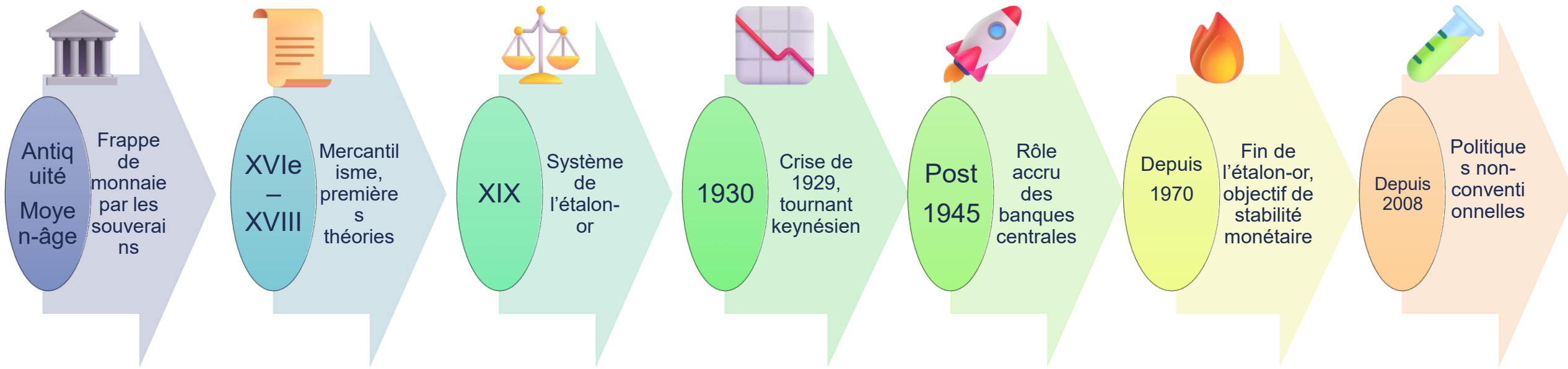
Engagements

- Numéraire en circulation
- Dépôts des banques ou autres agents

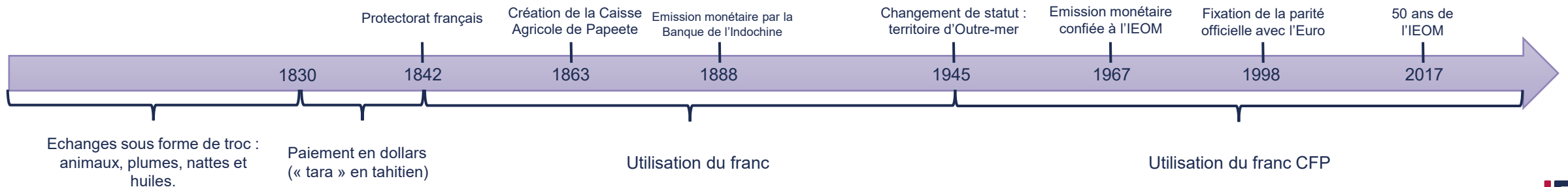
En un mot

C O N F I A N C E

La politique monétaire d'hier à aujourd'hui



Pendant ce temps, en Polynésie française



Objectifs et instruments de la politique monétaire

■ Définition de la politique monétaire:

- C'est l'ensemble des moyens mis en œuvre par un Etat ou une autorité monétaire. Ils doivent veiller à la stabilité monétaire et financière pour favoriser la prospérité économique.

Objectifs de la politique monétaire : l'exemple de la BCE

Stabilité des prix

- Cible d'inflation à 2% à moyen terme
- La stabilité des prix protège le pouvoir d'achat
- Elle est favorable à l'emploi
- Elle soutient la compétitivité des biens exportés
- Elle contribue à la cohésion sociale et à la stabilité politique

Objectifs macroéconomiques annexes

- Soutien aux politiques économiques de l'Union Européenne qui visent le plein emploi et le progrès social

Objectifs et instruments de la politique monétaire

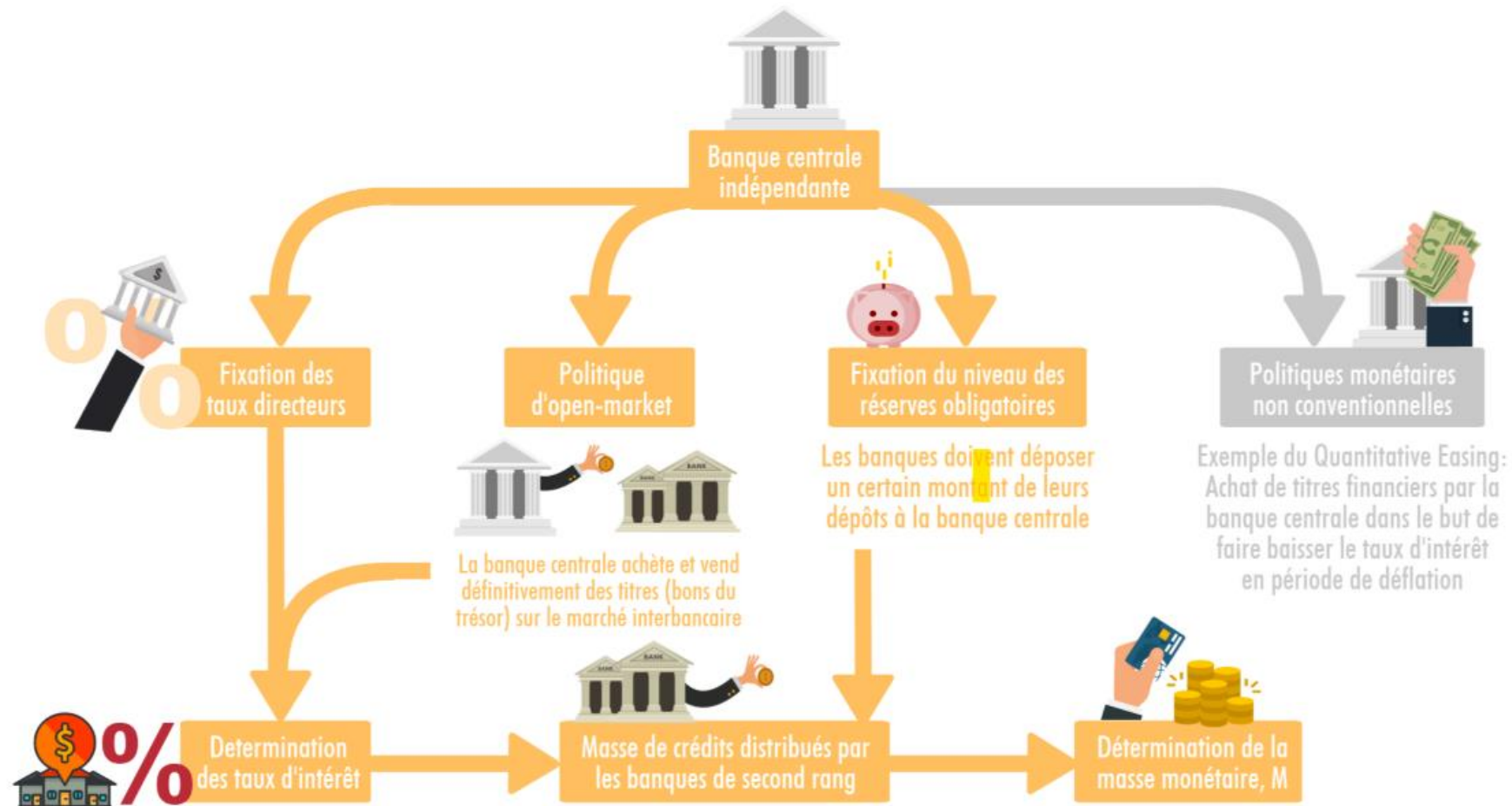
■ Définition de la politique monétaire:

- C'est l'ensemble des moyens mis en œuvre par un Etat ou une autorité monétaire. Ils doivent veiller à la stabilité monétaire et financière pour favoriser la prospérité économique.

■ Instruments de politique monétaire

Les politiques monétaires conventionnelles	Les politiques monétaires non conventionnelles
interventions <u>structurelles</u> sur les marchés en s'appuyant sur les taux d'intérêt directeurs à court terme.	interventions <u>conjoncturelles</u> , notamment en situation de crise à l'aide d'autres outils parfois long terme.
Les variables économiques et financières sont influencées indirectement.	La banque centrale tente d'influencer certaines variables économiques et financières plus directement.

La politique monétaire conventionnelle

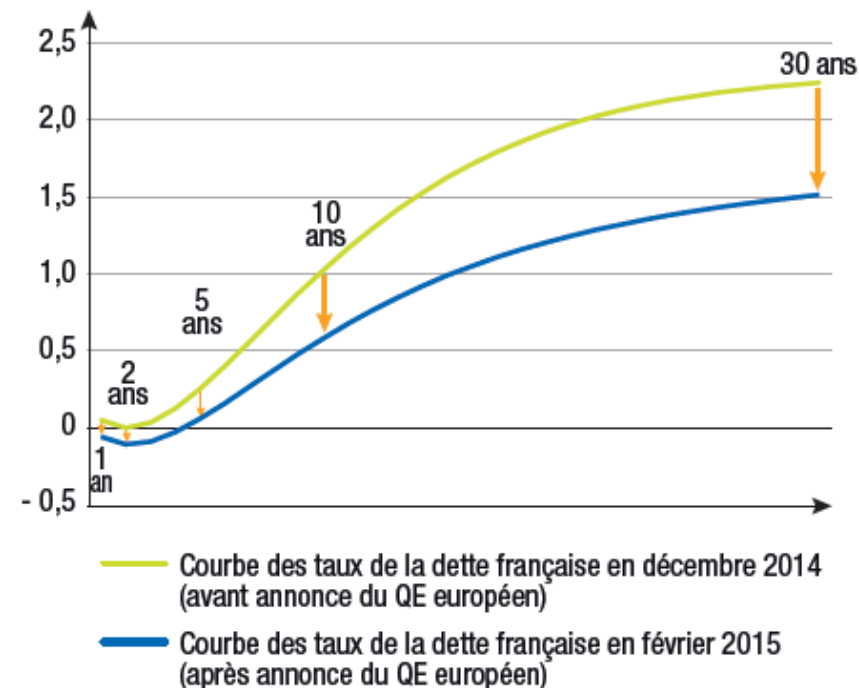


La politique monétaire non-conventionnelle

■ Principaux instruments non conventionnels

- Quantitative Easing (QE) – Assouplissement quantitatif
- Forward Guidance
- Contrôle de la courbe des taux
- Opérations ciblées de refinancement à long terme
- Taux d'intérêt négatifs

Évolution de la courbe des taux des titres d'État de la France suite à l'annonce du QE européen (en %)



Principaux canaux de transmission de la politique monétaire

■ Canal des taux d'intérêt

Mécanisme : La banque centrale modifie son taux directeur → influence les taux d'intérêt du marché (crédit, épargne).

Effet : 1) Hausse des taux → crédit plus cher → baisse de la consommation et de l'investissement.

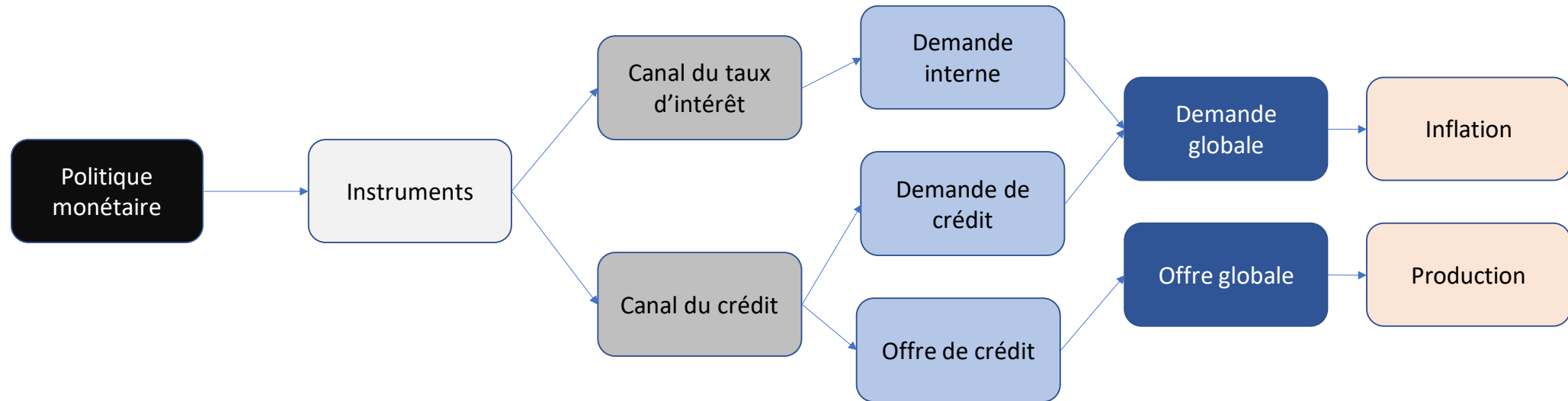
2) Baisse des taux → crédit plus accessible → stimulation de la demande.

■ Canal du crédit bancaire

Mécanisme : l'injection (ou le retrait) de liquidités par la banque centrale influence la capacité des banques à octroyer des prêts.

Effet : 1) Si les taux sont bas et la liquidité abondante → les banques prêtent plus → soutien à l'activité.

2) Si les taux sont élevés ou les conditions durcies → rationnement du crédit.



Le délai de transmission de la politique monétaire aux prix est estimé jusqu'à 2 ans
(temps nécessaire pour que les variations de taux d'intérêt soient prises en compte dans les décisions économiques)

Principaux canaux de transmission de la politique monétaire

■ Canal du taux de change

Mécanisme : Une baisse des taux peut entraîner une dépréciation de la monnaie nationale.

Effet : Dépréciation → exportations plus compétitives/ importations plus chères → stimulation de la demande extérieure.

Appréciation → importations moins chères/ exportations moins compétitives → pression à la baisse sur les prix.

Cible : Balance commerciale, inflation importée.

■ Canal des anticipations (signalisation)

Mécanisme : Les annonces de la banque centrale influencent les anticipations des agents économiques et génèrent des phénomènes « autoréalisateurs ».

Effet : Si la banque centrale annonce une politique accommodante → les agents anticipent une reprise → ajustent leurs comportements. La forward guidance (orientation future) est un outil clé ici.

Cible : Comportements d'investissement, de consommation, formation des prix.



Principaux canaux de transmission de la politique monétaire

■ Canal du prix des actifs

Mécanisme : Les taux influencent les marchés financiers (actions, obligations, immobilier).

Effet : Baisse des taux → hausse des prix de certains actifs → effet richesse → consommation accrue.

Hausse des taux → baisse des valorisations → prudence des investisseurs.

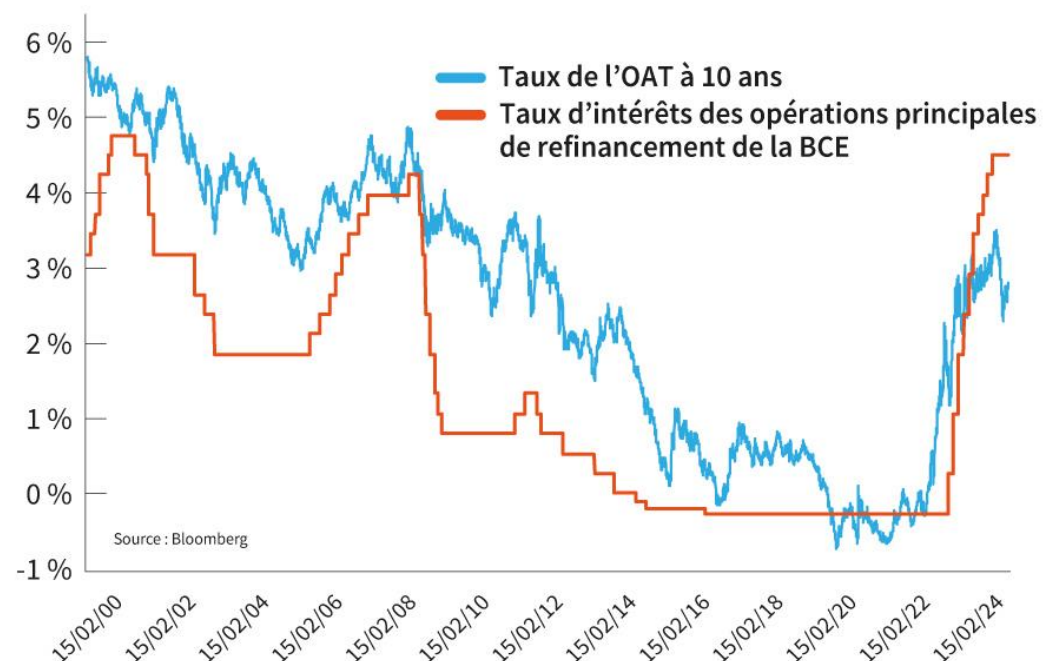
Cible : Demande intérieure, confiance des ménages et entreprises.

■ Canaux non conventionnels

Exemples : Quantitative easing (QE), contrôle de la courbe des taux, achats d'actifs.

Effet : Injection massive de liquidités, baisse des taux longs, soutien aux marchés.

Cible : Relance en période de taux zéro ou de crise.



PARTIE 2

DIFFÉRENCES DE PRATIQUES ENTRE BANQUES CENTRALES

« L'inflation est une maladie dangereuse et parfois fatale »

Milton Friedman

La politique monétaire de la BCE

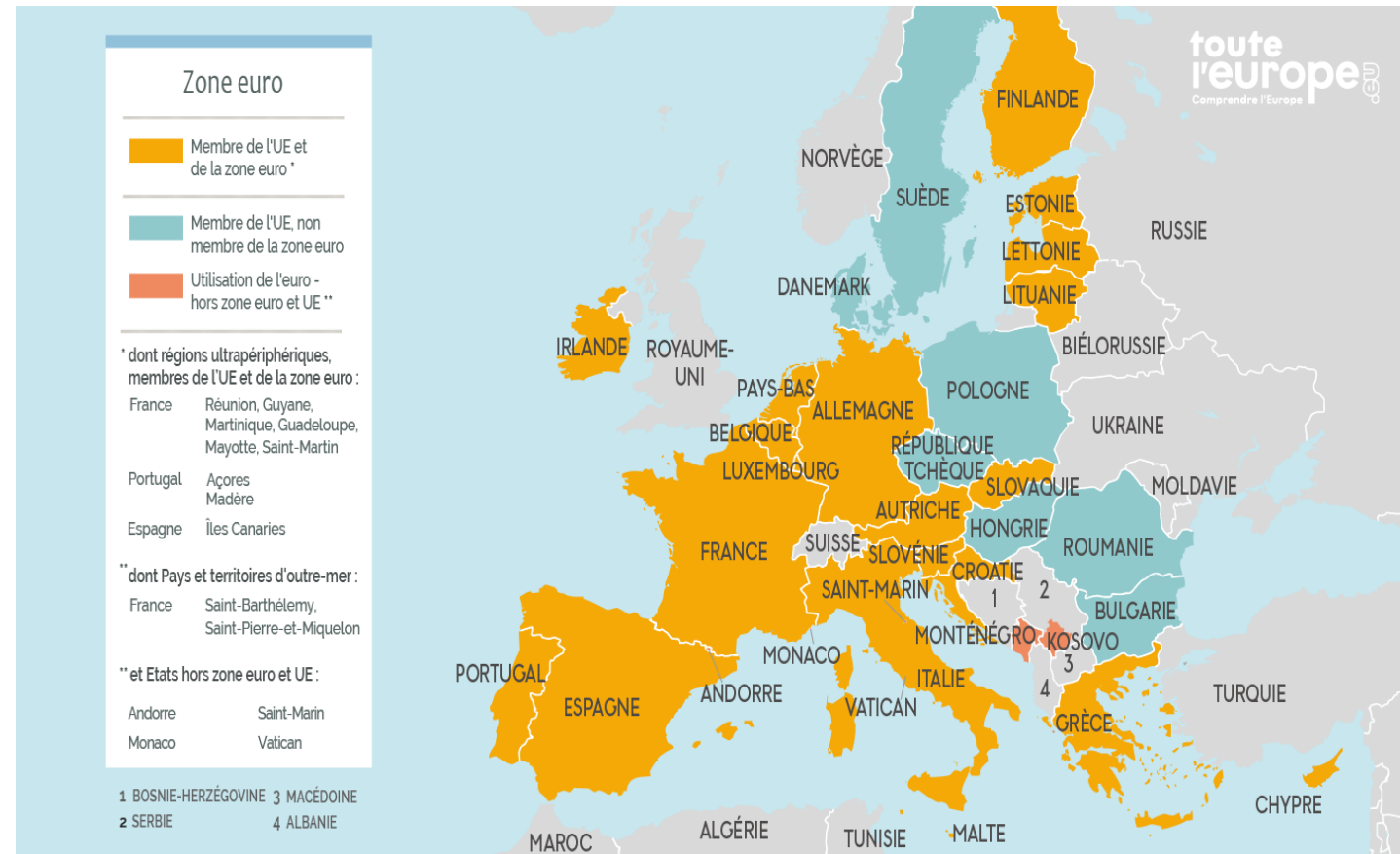
■ Ses objectifs

- « L'objectif principal du SEBC (...) est de maintenir la stabilité des prix » (article 127-1 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne).
- Cet article poursuit ainsi : « Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, le SEBC apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union. »

■ Mise en œuvre décentralisée de la politique monétaire

- BCE: Fixation des taux d'intérêt par le Conseil des Gouverneurs et définition du cadre commun de mise en œuvre de la politique monétaire.
- Eurosystème = BCE + Banques Centrales Nationales de la zone euro.

La zone euro, une union monétaire au sein de l'UE

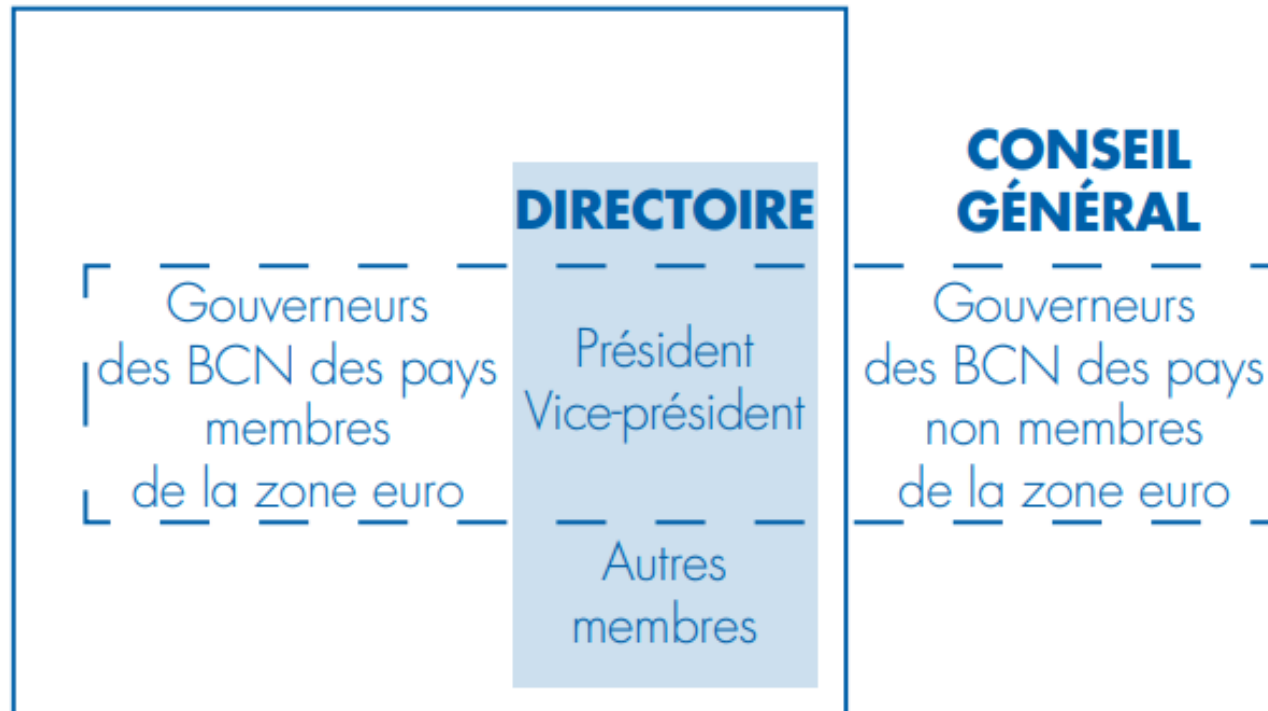


Source : touteurope.eu

La politique monétaire de la BCE

■ Cadre institutionnel de la BCE

CONSEIL DES GOUVERNEURS



La politique monétaire de la BCE

■ Revue du cadre opérationnel depuis septembre 2024

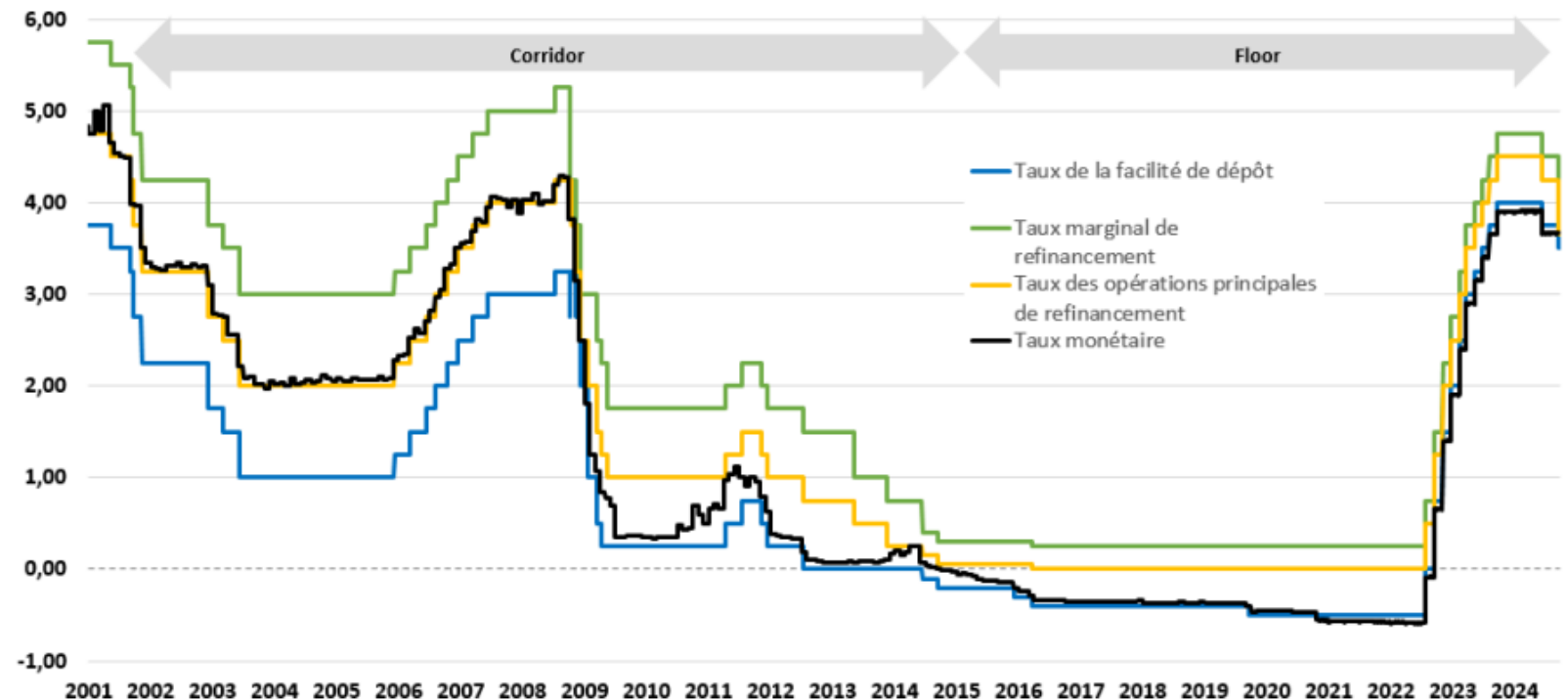
-Approche hybride pour opérer dans un système de *floor* avec une liquidité abondante.

-La BCE a resserré la taille de son corridor en réduisant l'écart entre le taux de dépôt et le taux de refinancement à 0,15 % (contre 0,50 % auparavant).

-Opérations de refinancement de long terme structurelles et portefeuille de titres structurel « *lorsque le bilan de l'Eurosystème recommencera à croître durablement* » (2026).

-Vaste gamme de garanties en collatéral maintenue.

Évolution des taux directeurs de la BCE et du taux monétaire au jour le jour (en %)

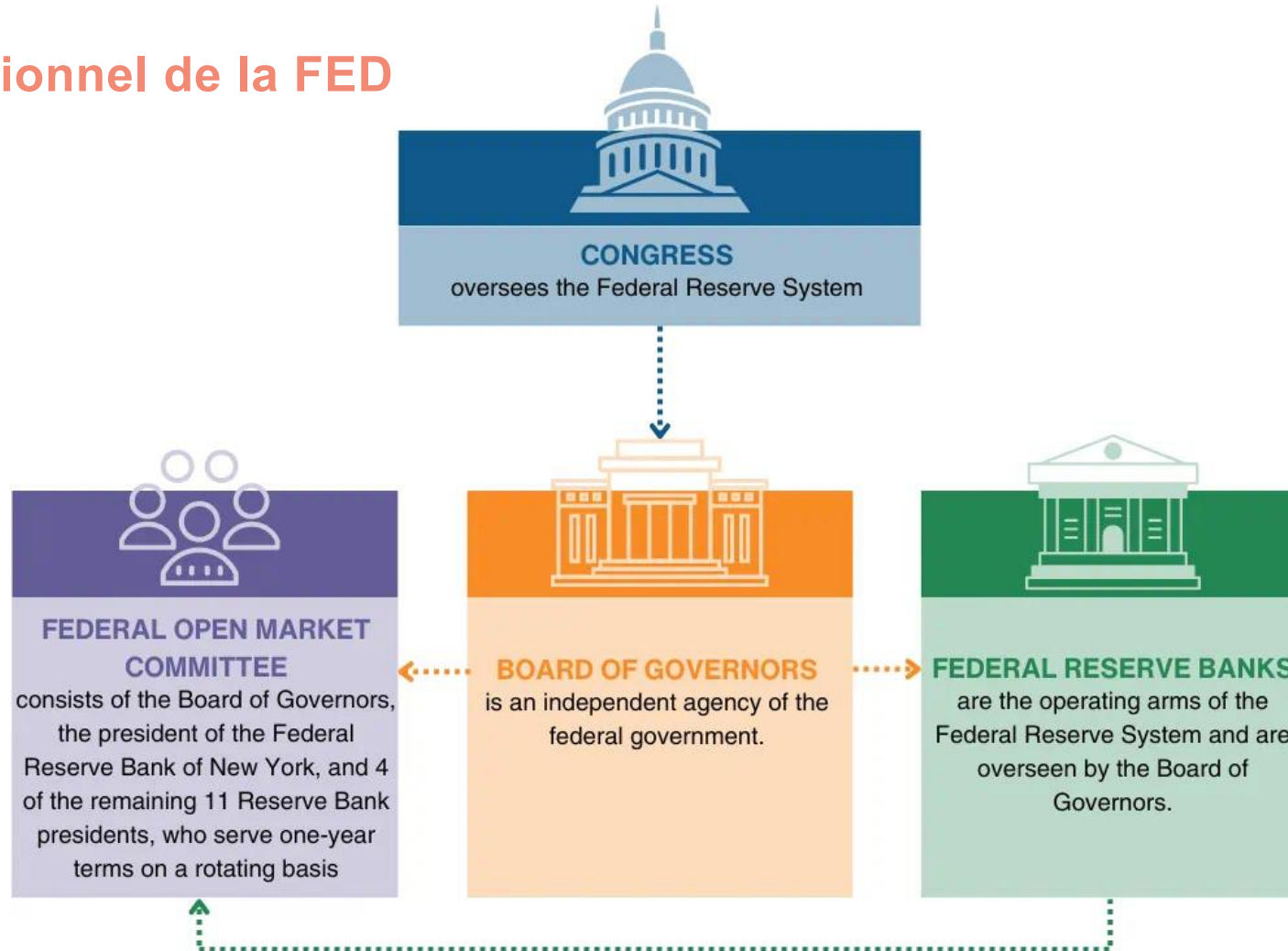


Source : Banque de France, BCE

Taux monétaire : Eonia avant octobre 2020, €STR après octobre 2020

Etats-Unis : Le double mandat de la FED et le privilège du dollar

■ Cadre institutionnel de la FED



Etats-Unis : Le double mandat de la FED et le privilège du dollar

■ Double objectif fixé par le Congrès :

- Assurer un taux d'emploi maximum compatible avec des prix stables.

■ Outils conventionnels:

- **Taux directeur (Discount Rate)** : taux d'emprunt à court-terme des banques auprès de la FED
- **Réserves obligatoires** : égal à 0% depuis 2020
- **Opérations d'open-market** : la FED achète ou vend des titres du Trésor américain

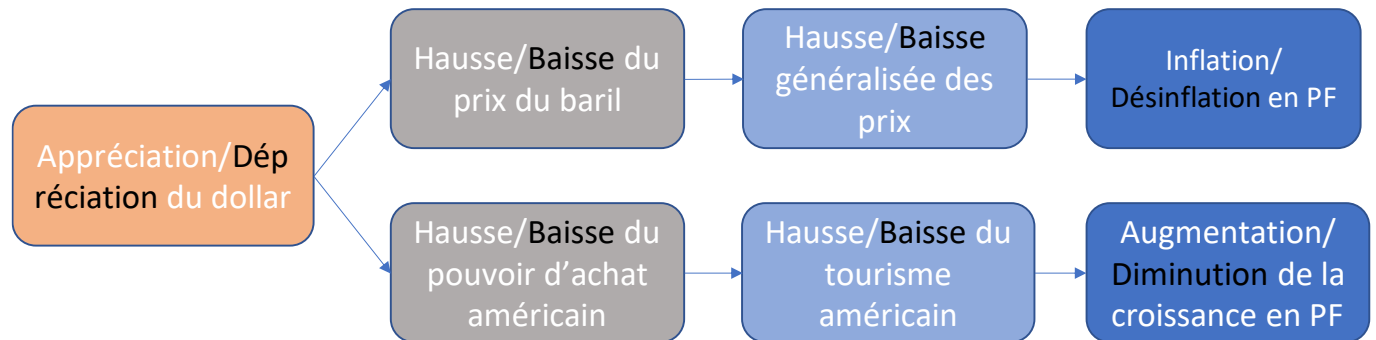
➤ La politique monétaire menée par la FED a un fort impact sur l'économie mondiale :

■ Le dollar, une monnaie au statut hégémonique

-Monnaie de référence dans les échanges internationaux (ex : pétrole libellé en dollar).

-Première monnaie de réserve mondiale (réserves de change pour les banques centrales).

-Valeur refuge en période de turbulences (par le biais des bons du Trésor américain).



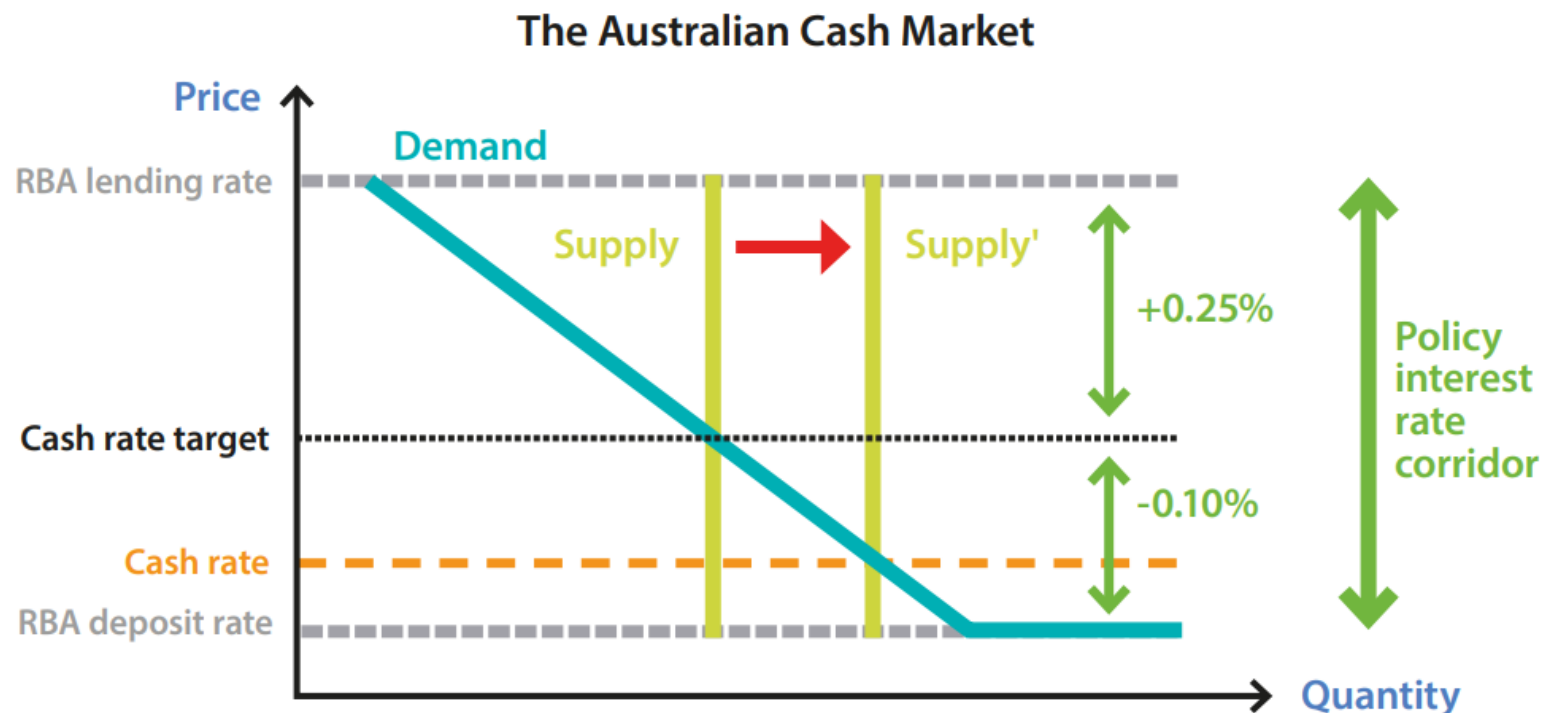
RBA: un fonctionnement proche de celui de la BCE

■ Objectifs :

- Assurer la stabilité des prix et maintenir le plein-emploi en Australie ;
- Assurer la stabilité du système financier australien.

■ Outils conventionnels:

- Taux directeur (Cash Rate) à court terme.
- Opérations d'open-market afin de maintenir le taux interbancaire proche du taux directeur.
- Facilités permanentes: la RBA offre des prêts ou accepte des dépôts à des taux fixés pour encadrer les taux du marché.



Source: RBA

Japon : La BoJ, une banque centrale « non-conventionnelle »

■ Mandat de la BoJ :

- Double objectif de préserver la stabilité monétaire (inflation à 2%) et la stabilité du système financier.

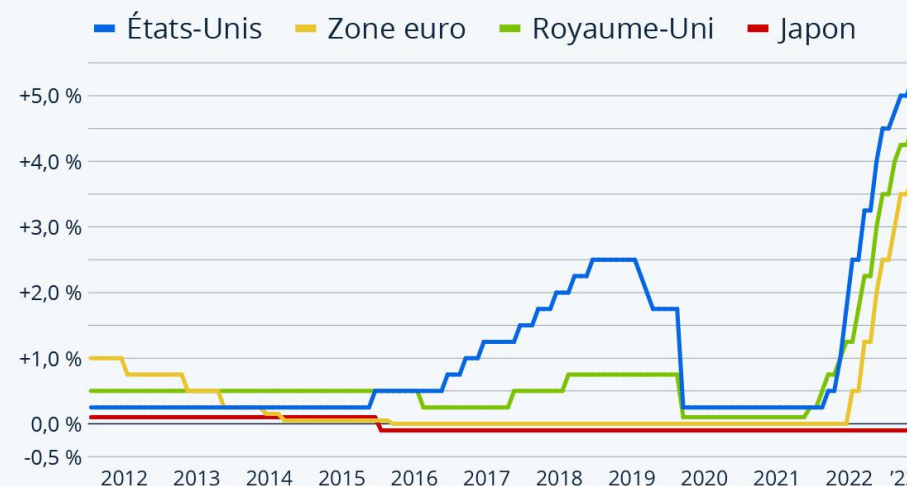
■ Outils conventionnels:

- **Taux directeur** : taux d'emprunt à court-terme des banques auprès de la BoJ (0,50% actuellement).
- **Réserves obligatoires** : 1,3% des dépôts bancaires
- **Opérations d'open-market** : la BoJ achète ou vend des bons du Trésor, obligations de l'Etat japonais, ETF...

La politique monétaire conventionnelle menée par la BoJ est complétée d'une forte activité non conventionnelle.

Politique monétaire : le Japon à contre-courant

Évolution des principaux taux d'intérêt directeurs des banques centrales dans une sélection de pays/régions *



* États-Unis : le taux indiqué correspond à la limite supérieure de la fourchette cible du taux directeur.

Sources : Banques centrales



statista



RBNZ : Un nouveau mandat centré sur l'inflation

■ Objectifs :

- Jusqu'en 2023, double mandat : contrôler l'inflation et soutenir un emploi maximal durable
- **Désormais la RBNZ se concentre uniquement sur la lutte contre l'inflation** (cible entre 1 % et 3 % à moyen terme, en mettant l'accent sur le point médian de 2 %)

■ Outils conventionnels :

- Taux directeur (Official Cash Rate) au jour le jour.
- Facilités permanentes: la RBNZ offre des prêts ou accepte des dépôts à des taux fixés pour encadrer les taux du marché.

Year-on-year inflation in New Zealand

2005 Q2–2025 Q2, % change from same quarter previous year

Provider: Stats NZ

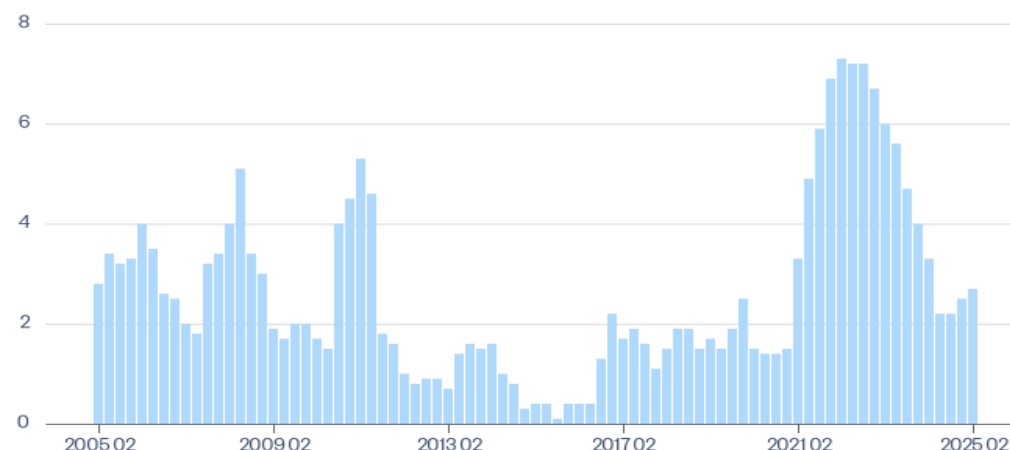


figure.nz

La politique monétaire de l'IEOM

■ Ses objectifs

La politique monétaire de l'Etat dans la zone monétaire du franc Pacifique mise en œuvre par l'IEOM poursuit différents objectifs :

- Favoriser le développement économique et le financement de l'économie réelle des territoires ;
- Contribuer à la stabilité des prix et à la modération du coût du crédit dans la zone d'intervention ;
- Assurer la liquidité monétaire et la stabilité financière de la zone.

■ Mise en œuvre de la politique monétaire

- Le conseil de Surveillance de l'IEOM définit les instruments de politique monétaire et fixe la réglementation au regard de ses objectifs et en fonction de l'évolution de la conjoncture.
- Dans ce cadre, l'IEOM propose la stratégie de politique monétaire et prépare les décisions du Conseil de Surveillance.



IEOM: Quatre taux directeurs et une palette d'outils



■ Quatre taux directeurs

- Taux de la facilité de dépôt < taux du réescompte < Taux des lignes de refinancement (TLR) < Taux de la facilité de prêt marginal

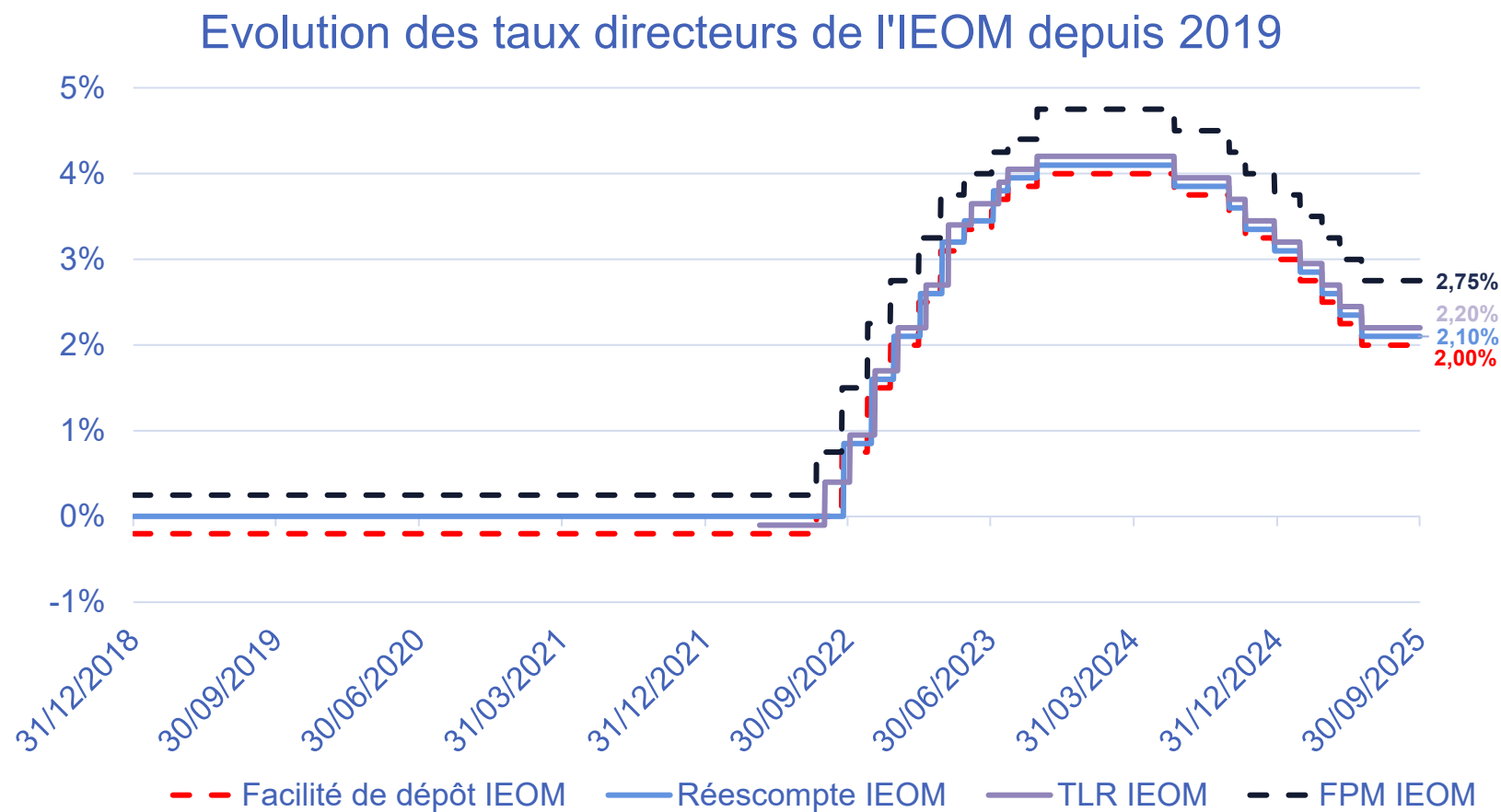
■ Un Panier « unique » de garantie (PUG) qui couvre :

- les lignes de refinancement à long terme (6, 12, 18, 24 et 36 mois)
- les facilités de prêt marginal (FPM)
- les crédits intrajournaliers

■ Un système de réserves obligatoires

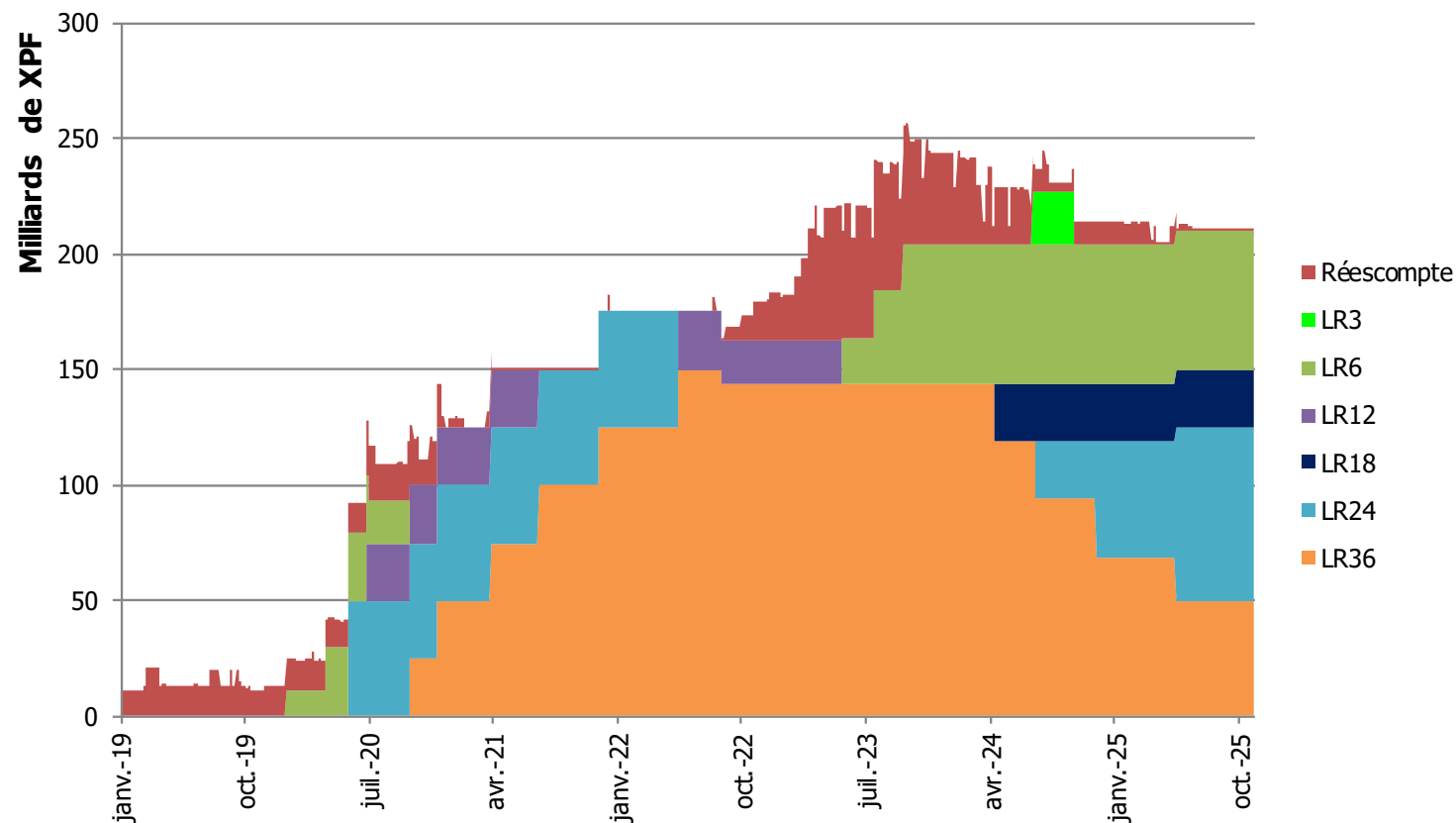
■ Un dispositif de liquidités d'urgence mis en place avec la crise du Covid

IEOM : Evolution historique des taux directeurs



Evolution du refinancement de l'IEOM

Evolution de l'encours de refinancement



- Encours de refinancement au 07/11/2025 : 209,3 Md FCFP
- 57 % pour la Nouvelle-Calédonie (120 Md FCFP)
- 43 % pour la Polynésie française (89 Md FCFP)

Cadre d'éligibilité du collatéral de l'IEOM

RÉPARTITION DU COLLATÉRAL

CRÉANCES SUR LES ENTREPRISES

Dispositif de réescompte

Décote de 10 % à 50 %
selon la cote de crédit

REE

Réescompte

CRÉANCES ADDITIONNELLES PRIVÉES

Dispositif de garantie

CRÉANCES DITES « GAR »

GARANTIES

Décote de 10 % à 50 %
selon la cote de crédit

90 %

PUG

Panier unique de garanties

Ligne de refinancement
à 6/12/24/36 mois

Facilité de prêt marginal

Crédit intrajournalier (LC/CR)

CRÉANCES DITES « ACC »

ADDITIONAL CREDIT CLAIM

- Créances immobilières résidentielles sur personnes physiques ou morales
- Prêts assortis d'une garantie
- Durée < 25 ans

Décote de 50 %

90 %

10 %

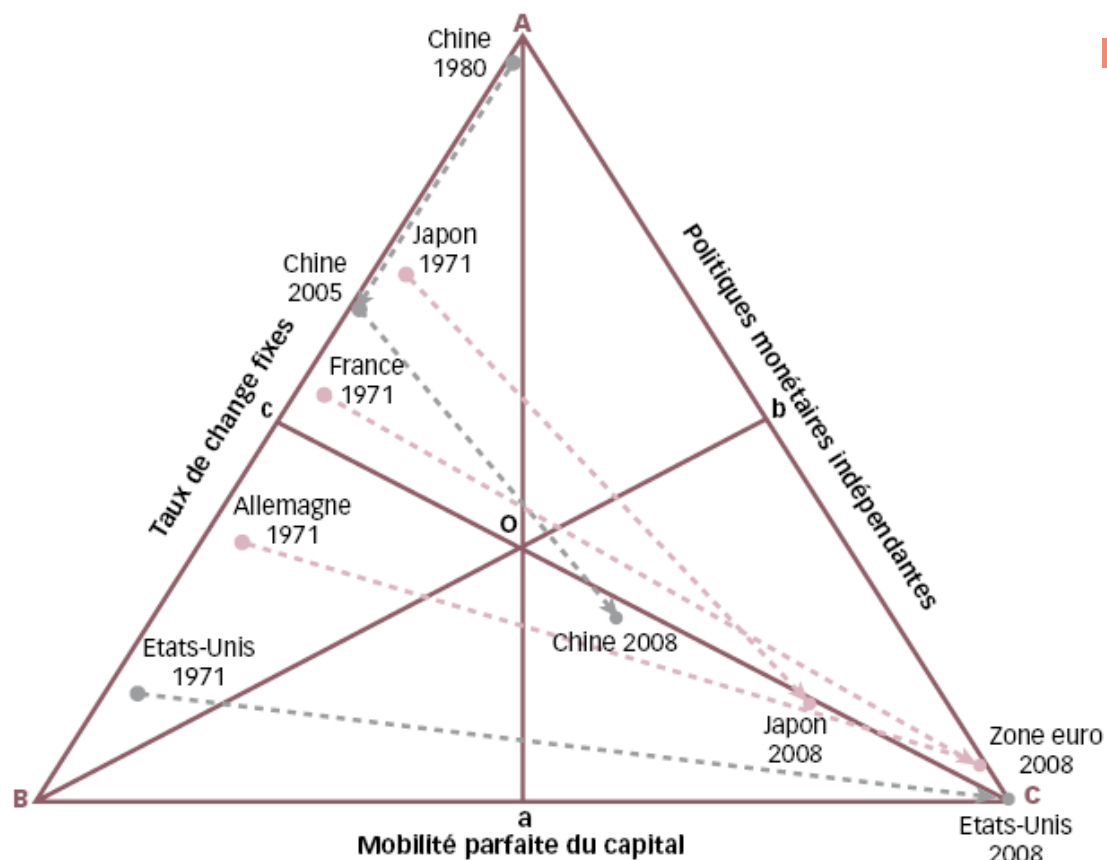
PDLU

Panier unique du dispositif de liquidité d'urgence

Dispositif de liquidité d'urgence

10 %

Difficulté propre au régime de change fixe: la politique monétaire sous contrainte



Source : Michel Aglietta

■ Triangle d'incompatibilité de Mundell

- Il n'est pas possible d'avoir à la fois un régime de change fixe, une liberté de mouvements de capitaux et une politique monétaire indépendante.
- Pour l'IEOM, la politique monétaire doit rester proche de celle menée dans la zone euro pour éviter des sorties de liquidités de la zone franc pacifique (arbitrage vers des taux possiblement plus intéressants).

PARTIE 3

LA POLITIQUE MONÉTAIRE FACE AUX CRISES

« La BCE est prête à faire tout ce qui est nécessaire pour préserver l'euro. Et croyez-moi, ce sera suffisant. » (M. Draghi)

Réponse de la BCE à la crise financière

■ La crise des « subprimes » de 2008

Suite à la faillite de la banque américaine d'investissement Lehman Brothers (15 sept. 2008), les marchés financiers et interbancaires mondiaux se bloquent :

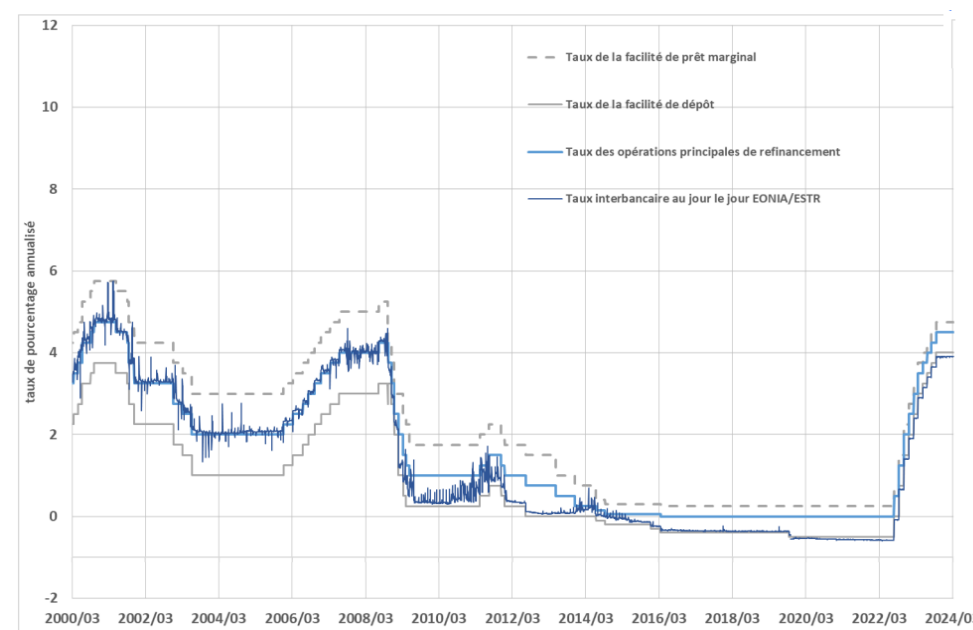
- les banques sont exposées sur les marchés dérivés, mais on ne sait ni qui ni combien. Elles ne se font plus confiance et le marché interbancaire s'atrophie.
- crise de liquidité, forte réévaluation des primes de risques, chute des marchés d'actions.
- forte réduction de la demande et récession accompagnée d'une chute des prix.

■ La réponse de la BCE modifie le fonctionnement du marché monétaire

Avant 2008 : le taux interbancaire au jour-le-jour (EONIA) évoluait entre les taux des facilités marginales :

- ✓ Taux principal de refinancement
- ✓ Taux des facilités de prêt marginales
- ✓ Taux des facilités marginales de dépôt

A partir de 2008, la BCE sert toute la liquidité demandée par les banques - allocation pleine et entière - pour abaisser les taux interbancaires.



Source: SDW

Réponse de la BCE au Covid 19

■ Les conséquences économiques du Covid 19

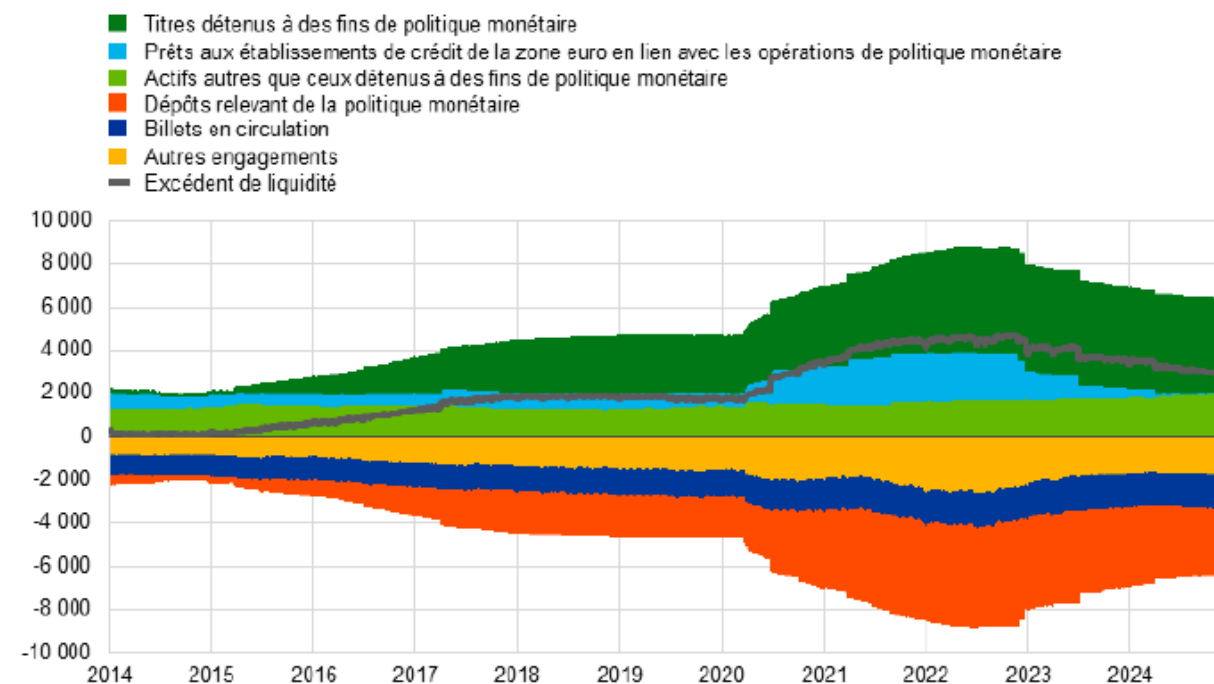
- Choc d'offre : rupture des chaînes d'approvisionnement et baisse de la fourniture des services.
- Choc de demande : confinement des consommateurs et chute des marchés boursiers.

■ Des réponses non-conventionnelles de la BCE

- Assouplissement quantitatif et programmes d'achats d'actifs en masse
- Abaissement très rapide des taux d'intérêts à des niveaux très bas, voire négatifs
- Refinancement à long terme aux banques commerciales (exemple : TLTRO III de la BCE)
- Elargissement des cadres d'éligibilités du collatéral accepté en garantie des opérations de refinancement

Évolution du bilan consolidé de l'Eurosystème

(en milliards d'euros)



Source : BCE.

Notes : Les chiffres positifs se rapportent à l'actif et les chiffres négatifs au passif. La ligne de l'excédent de liquidité est représentée avec un chiffre positif bien qu'elle se rapporte à la somme des rubriques suivantes du passif : excédent des avoirs en compte courant par rapport aux réserves obligatoires et recours à la facilité de dépôt.

Réponse de la BCE au retour de l'inflation à l'été 2022

■ Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie

- Rétorsions économiques importantes de la part de l'Europe et des États-Unis.
- Fermeture des vannes d'hydrocarbures en provenance de Russie (hausse du prix de l'énergie).
- Réduction des importations de denrées alimentaires en provenance de l'Ukraine et la Russie (blé, huile, etc.)

Impact => Inflation en forte hausse

■ Réponses de la BCE

TAUX DIRECTEURS

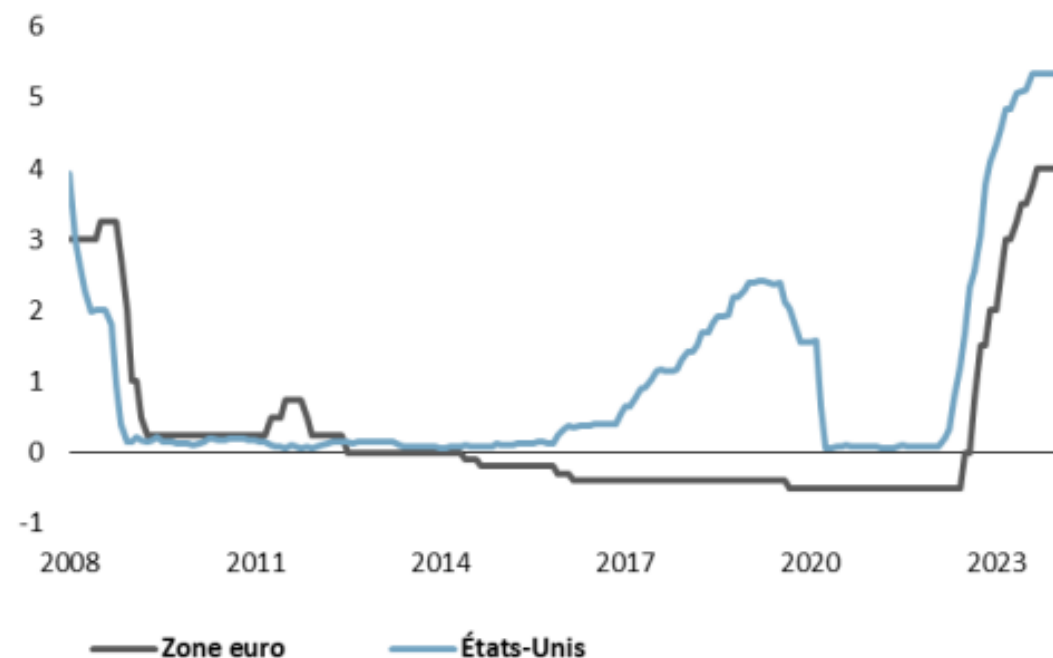
Hausse de +450pb entre juillet 2022 et sept. 2023

ACHATS D'ACTIFS

Suppression progressive des réinvestissements d'APP en 2023.

Réinvestissements du PEPP maintenus jusque fin 2024.

Taux directeurs en zone euro et aux États-Unis



Pour la RBA: des mesures de soutien au crédit pendant la crise Covid-19

■ Term Funding Facility (TFF)

- La RBA a offert aux banques des prêts à taux très bas (0,25 %, puis 0,10 %) sur une période de trois ans.
- Le montant accessible dépendait du volume de prêts accordés par chaque banque à l'économie réelle, notamment aux PME.
- Cela incitait les banques à prêter davantage, en particulier aux secteurs les plus touchés par la crise.
- Lancé en mars 2020, le TFF a été étendu puis clos en juin 2021. Au total, environ 200 milliards de dollars australiens ont été injectés dans le système bancaire.

Pour la zone franc pacifique: des interventions ciblées face aux multiples crises

■ Une forte intervention face à la crise Covid

- L'IEOM, par l'augmentation rapide de son encours de refinancement a permis aux banques l'octroi de PGE et a facilité les nombreux reports d'échéances. Des lignes de refinancement à 36 mois (LR36) ont été émises à l'occasion.
- L'IEOM a également abaissé ses principaux taux directeurs à 0% pour faciliter l'octroi de crédit en soutien aux agents économiques les plus touchés.

■ L'IEOM en soutien de la crise économique calédonienne de mi-2024

- Mise en place d'un dispositif exceptionnel en Nouvelle-Calédonie (DEC NC) prenant la forme d'une ligne de refinancement à 3 mois d'un encours de 23,4 Mds XPF. Le dispositif a notamment facilité les reports d'échéances de la clientèle des banques.

Les banques centrales face à la crise climatique

■ Un consensus qui pousse à l'action...

- Le changement climatique implique : tensions inflationnistes, moindres rendements agricoles, baisse de l'offre de travail, croissance plus faible de la productivité, etc.
- Les banques centrales n'hésitent donc pas à réinterpréter leur mandat existant en y incluant désormais les problématiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique grâce à leurs outils de politique monétaire :

Achats d'actifs verts

- Les actifs « verts » sont privilégiés
- Les actifs « bruns » sont exclus

Lignes de refinancement

- Refinancement spécifique bonifié

Décote du collatéral

- Modulation des décotes
- Exclusion de créances remises en collatéral

PARTIE 4

SYNTHÈSE SÉLECTIVE DES OBJECTIFS ET PRATIQUES DE POLITIQUES MONÉTAIRES

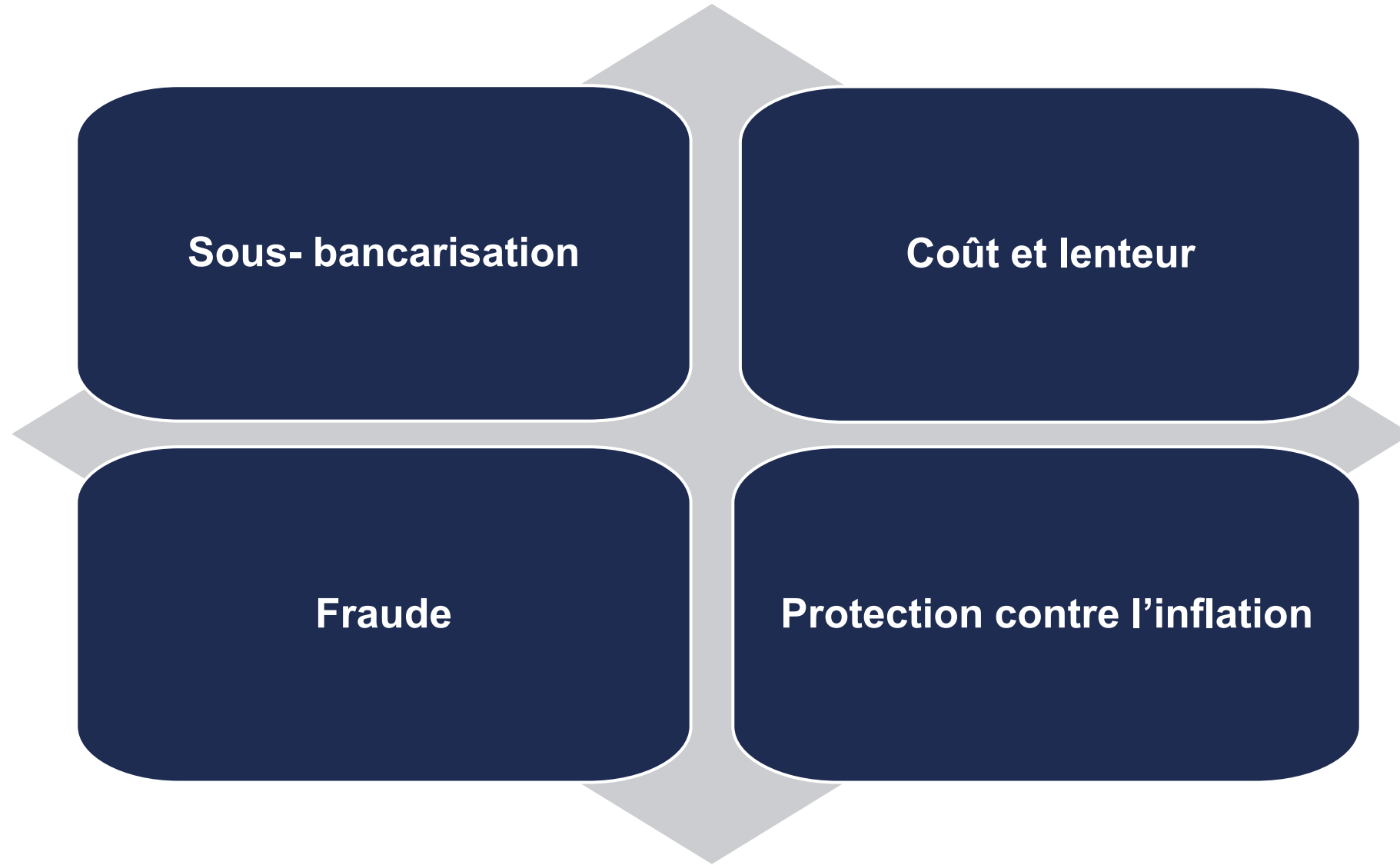
Synthèse: objectifs de politique monétaire des principales banques centrales

Banque centrale	Objectif principal
BCE	Stabilité des prix (cible d'inflation de 2 %)
Reserve Bank of Australia	Stabilité monétaire, plein emploi, prospérité économique
Bank of England	Stabilité monétaire (cible d'inflation de 2 %), stabilité financière
Reserve Bank of India	Stabilité des prix, croissance économique, stabilité financière
Federal Reserve (FED)	Double mandat : plein emploi et stabilité des prix (cible de 2 %)
BCEAO (Afrique de l'Ouest)	Stabilité des prix, appui aux politiques économiques de l'UEMOA
BEAC (Afrique centrale)	Stabilité monétaire et des prix, soutien à la croissance
Bank of Japan	Stabilité des prix, stabilité du système financier (cible d'inflation de 2 %)
IEOM	Stabilité monétaire et financière, soutien au développement économique local, modération du coût du crédit

Synthèse: tableau des politiques monétaires utilisées

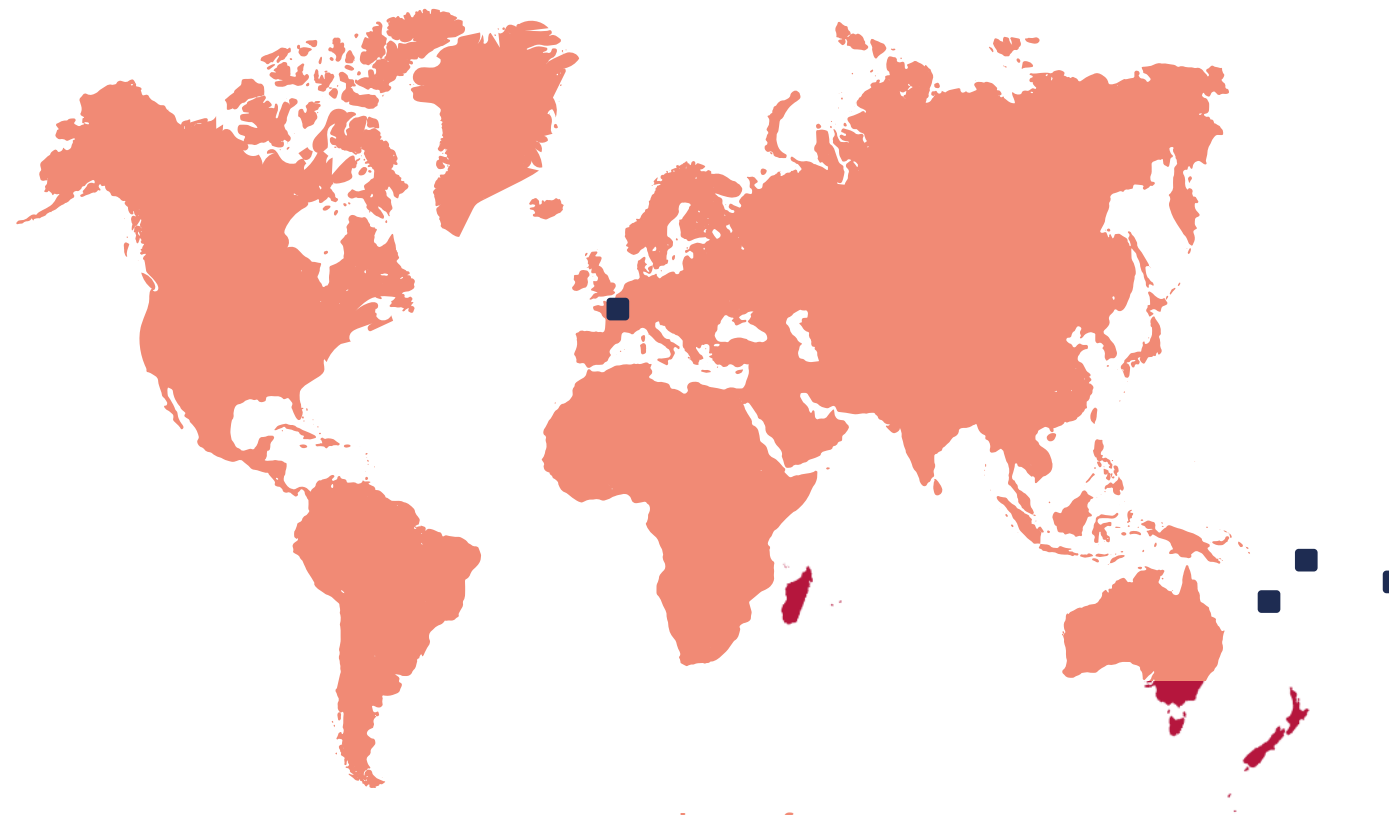
Banque centrale	Politiques conventionnelles	Politiques non conventionnelles
BCE	Taux directeur, opérations d'open market, réserves obligatoires	Quantitative easing (QE), TLTRO, forward guidance, achats d'actifs, taux négatifs
Reserve Bank of Australia	Taux directeur, opérations de marché, gestion de la liquidité	QE, contrôle de la courbe des taux (YCC), forward guidance
Bank of England	Taux directeur, facilités de prêt, réserves obligatoires	QE, achats d'obligations d'État et d'entreprises, forward guidance
Reserve Bank of India	Taux repo, reverse repo, CRR, SLR	Opérations ciblées à long terme (LTRO), interventions sur le marché obligataire
Federal Reserve (FED)	Taux des Fed Funds, opérations d'open market, réserves obligatoires	QE, opérations de repos à grande échelle, forward guidance, achats d'actifs, facilités d'urgence
BCEAO	Taux directeur, refinancement des banques, réserves obligatoires	Soutien exceptionnel en période de crise, mais peu d'outils non conventionnels formalisés
BEAC	Taux directeur, refinancement, réserves obligatoires	Mesures de soutien ponctuelles, mais pas de programme de QE ou YCC
Bank of Japan	Taux directeur, opérations de marché	QE massif, YCC, achats d'ETF et REIT, taux négatifs, forward guidance
IEOM	Taux directeur, refinancement local	Politique adaptée au contexte ultramarin, pas de mesures non conventionnelles formalisées

La monnaie et les paiements scripturaux suscitent plusieurs critiques





Siège
Paris



Agences IEOM
Nouvelle-Calédonie /
Polynésie Française /
Wallis-et-Futuna

www.ieom.fr



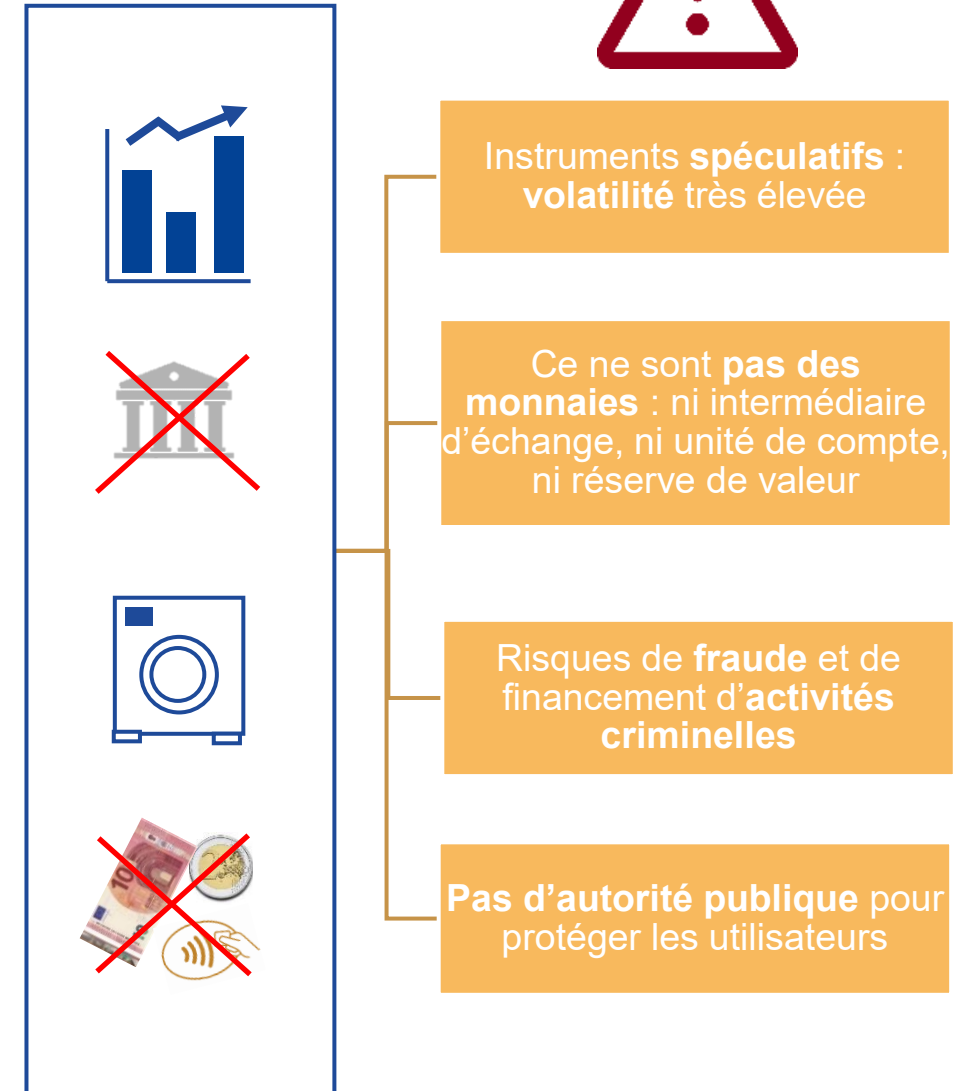
Les crypto-actifs de 1ère génération (bitcoin, ethereum, etc.) prétendent pallier les lacunes de la monnaie scripturale...en vain

C'est quoi ?

- Des jetons numériques émis au sein de communautés d'internautes pour acquérir un bien ou un service, mais ne représentant pas de créance sur l'émetteur
- Jeton = fichier numérique avec le nom du détenteur attaché
- Paiement = transfert de jeton en changeant le nom du détenteur

Comment ?

- Technologie (la blockchain) qui permet d'enregistrer en dur l'émission, la propriété et le transfert de propriété des jetons et d'assurer la transparence des transactions
- Sécurisation des transactions par la cryptographie
- Aucun lien avec l'économie réelle



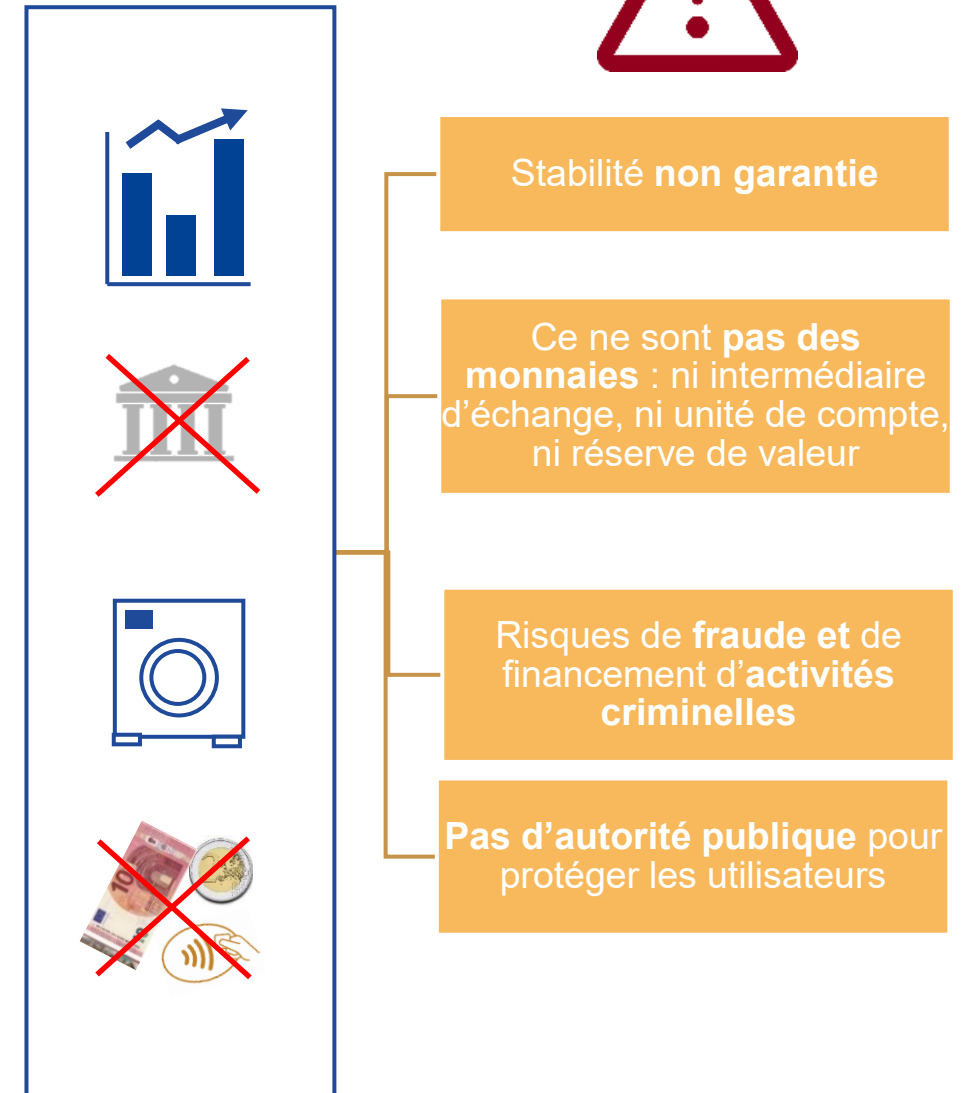
Les crypto-actifs de 2^{ème} génération, les stablecoins, apportent des solutions de paiement...mais aussi des problèmes

C'est quoi ?

- Des jetons numériques émis par des entités disposant d'un bilan comptable, ce qui permet de stabiliser leur valeur, et potentiellement de les réglementer et les superviser

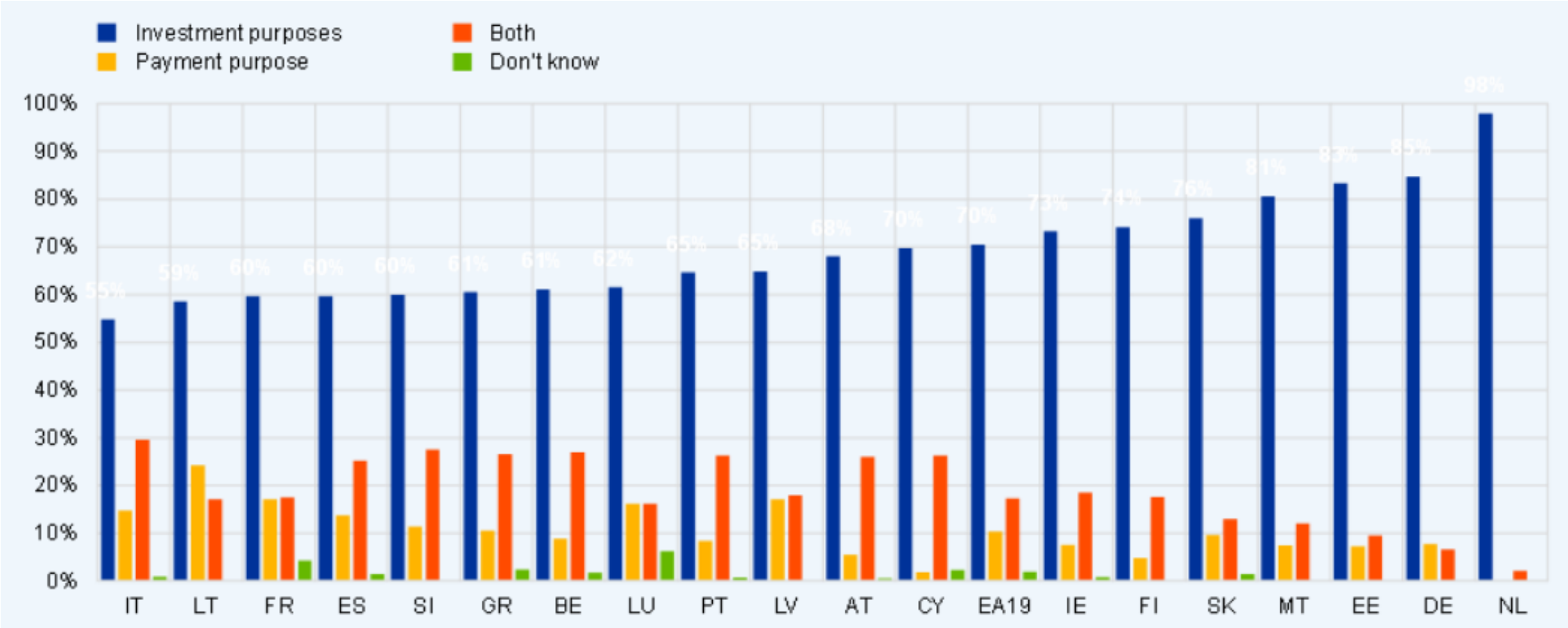
Comment ?

- Valeur obtenue par adossement à un panier d'actifs (un fonds de réserve) dont la valeur est stable (principalement le dollar ou l'euro)
- Un écosystème complet de l'émission au paiement :
 - ✓ Fourniture de services financiers (échange, dépôt, prêt) sur une blockchain
 - ✓ Smart contracts (contrats intelligents) = programmes informatiques intégrés à la blockchain qui exécutent automatiquement des actions lorsque des conditions prédéfinies sont remplies
 - ✓ Règlement en stablecoin



Les crypto-actifs sont essentiellement détenus à des fins d'investissement

Utilisation des crypto-actifs (en %)



Les réponses réglementaires face aux crypto-actifs varient selon les pays

Trois grandes approches réglementaires

Réguler le marché des crypto-actifs : supervision prudentielle, protection des investisseurs, lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT)

- Soit en les assimilant à des actifs financiers traditionnels avec une application du cadre existant (UK, USA)
- Soit en adoptant une réglementation dédiée (UE, Japon) : régime d'autorisation et de contrôle

Contenir le marché crypto et l'isoler de la finance traditionnelle / de l'économie réelle

- Encadrement de certaines pratiques (publicité sur cryptos, expositions des banques, etc.)

Interdire les activités liées aux crypto-actifs

- Interdiction totale par la Chine

Socle réglementaire européen et international



- Loi PACTE (2019) : régime d'enregistrement obligatoire (AMF-ACPR) pour les prestataires de services sur crypto-actifs (PSAN)



- Entrée en vigueur du règlement MiCA (Markets in Crypto-Assets) en juin 2023. Application courant 2024



Développement de standards communs pour éviter les risques d'arbitrage réglementaire

- FSB : Révision des recommandations sur les global stablecoins et publication de nouveaux standards sur les autres activités sur crypto-actifs en juillet 2023.
- BCBS : Standards définissant le traitement des expositions des banques sur crypto-actifs publiés en décembre 2022
- GAFI : Extension de l'application des exigences LCB-FT aux crypto-actifs (2018, mise à jour en 2021).

L'euro numérique serait une version numérique du billet de banque complétant la gamme existante de moyens de paiement



Cours légal pour assurer son acceptation partout en zone euro



Distribution par les banques ou par des entités publiques en l'absence de compte bancaire



Anonymat + possibilité de paiement « hors ligne »



Limite de détention pour préserver la place des dépôts bancaires



Gratuité des services de base (tenue de compte, fourniture d'un moyen de paiement)



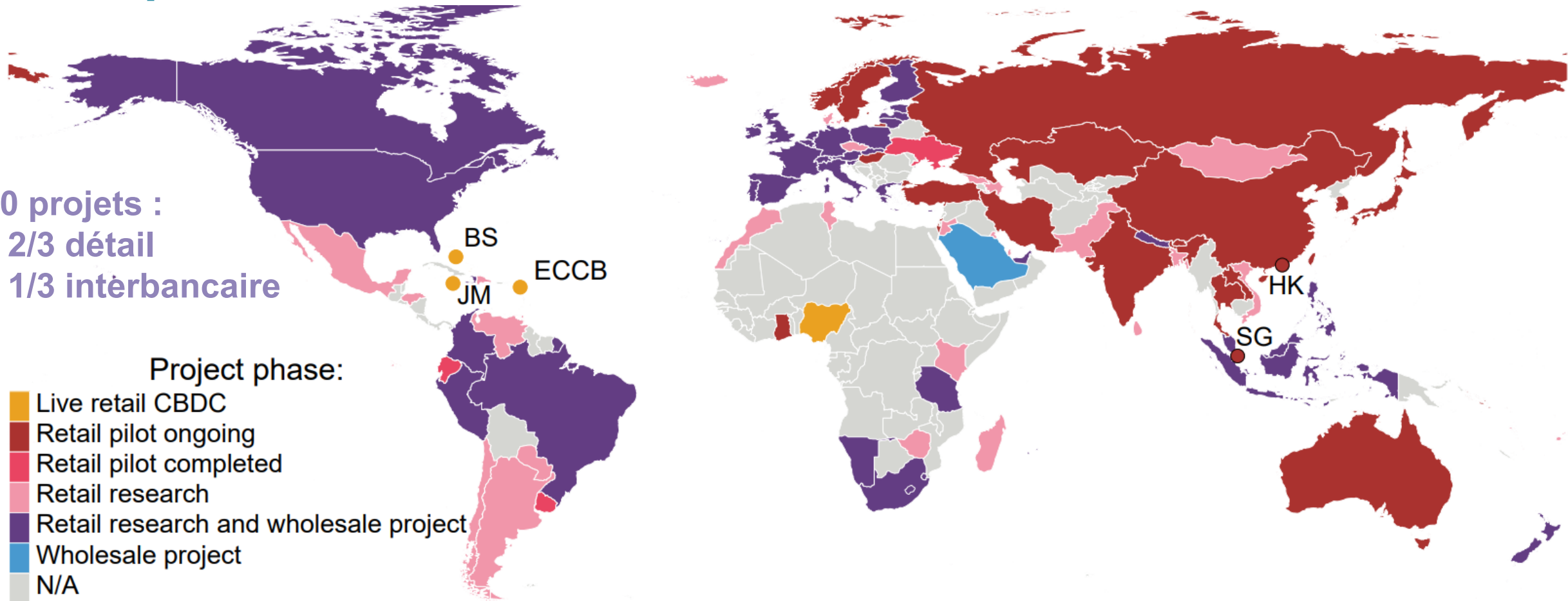
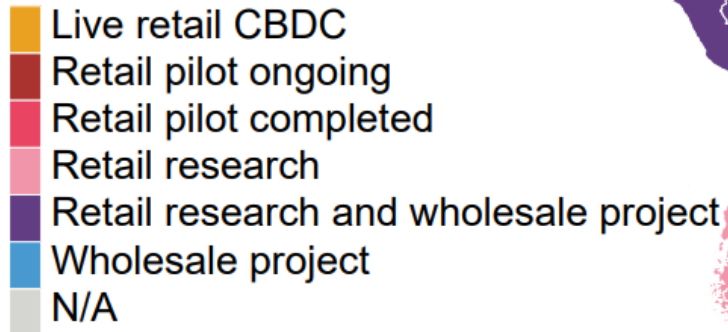
Utilisation limitée aux résidents de la **zone euro**, dans un premier temps

De très nombreuses banques centrales envisagent l'émission d'une monnaie numérique

150 projets :

- 2/3 détail
- 1/3 interbancaire

Project phase:



BS = The Bahamas; ECCB = Eastern Caribbean Central Bank; HK = Hong Kong SAR; JM = Jamaica; SG = Singapore. The use of this map does not constitute, and should not be construed as constituting, an expression of a position by the BIS regarding the legal status of, or sovereignty of any territory or its authorities, to the delimitation of international frontiers and boundaries and/or to the name and designation of any territory, city or area. Updated as of Mar 2024.

Source : Auer R., G. Cornelli and J. Frost (2023), *Rise of the Central Bank Digital Currencies*, *International Journal of Central Banking*, vol 19, no 4, pp 185–214